



CTL DU 28 SEPTEMBRE 2016 : RIEN DE NOUVEAU SOUS LE SOLEIL

On espérait que ce comité technique local marquerait une fracture avec le fonctionnement de l'ancien directeur; il n'en est rien!! La forme change mais pas le fond. En réponse à la déclaration liminaire de la CGT (voir ci-joint), monsieur Gautier a affirmé que les restructurations sont une nécessité. Partant de ce postulat, il est certain que nous serons rarement d'accord ! Si le nouveau DDFIP a affirmé son attachement au dialogue social, il a également prouvé que cela se ferait plus sur un rythme de sprinteur jamais qu'un marathonien kenyan. Concrètement, si on avait pu finir le CTL avant de l'avoir commencé, c'eût été très bien. La CGT a donc dû rappeler son intention de ne pas bâcler cette réunion institutionnelle.

Après l'approbation des PV, le CTL s'est ouvert sur la question des horaires d'ouverture de la trésorerie de Valréas. La CGT a réaffirmé sa position en matière de service public. La fermeture deux à trois demies journées par semaine ne doit pas être une réponse à la pénurie d'emplois. La CGT ne compte pas cautionner l'abandon des missions (fût-t-il partiel). Cette demande de ré examen émanant toutefois du service, les élus ont donc décidé de s'abstenir sur le vote. La CGT a également demandé à ce que la clause de revoyure sur les horaires d'ouverture, promise par l'ancien directeur, soit enfin mise à l'ordre du jour. La direction s'est engagée à le faire au prochain CTL.

Le point suivant portait sur la suppression de la 3ème brigade de vérification. Si pour la direction, l'impact est minime étant donné le manque d'effectif déjà criant de cette brigade, il n'en est pas de même dans la réalité. Avec 1,5 chef de service au lieu de 3 pour encadrer les

vérificateurs, le délai de visa des affaires traitées s'allonge singulièrement. Les bricolages proposés par la direction sur ce point ne sont que poudre aux yeux. La CGT s'est donc fermement opposé à cette suppression de service.

Le quatrième point à l'ordre du jour portait sur la fusion des deux pôles de gestion du SIP de Carpentras. La CGT s'est étonnée de la situation d'un cadre B positionné comme "guide" des autres contrôleurs alors même que le rôle du cadre A adjoint reste parfaitement obscur. Les élus ont réaffirmé leur attention au respect des grades et des fonctions. En outre la CGT ne peut tolérer que cette fusion soit faite "pour anticiper les suppressions d'emploi". Une fois de plus, c'est la preuve que tous les regroupements de services ne sont faits que dans ce but. Mais c'est la première fois que c'est assumé par le chef de service à défaut de l'être par la direction qui s'est empressée de se désolidariser du responsable de centre. La CGT a également souligné le manque de dialogue avec les agents lors de la mise en place de cette fusion. Pour toutes ces raisons, les élus CGT ont voté contre.

Le point suivant résume à lui seul l'état d'esprit du dialogue social dans notre administration. Intitulé "informations du CTL", il balayait les questions des protocoles PCRP et PCE; la mise en place du service d'appui au réseau (SAR), l'adaptation des structures et du réseau (ASR) et l'évolution du protocole relatif à la caisse unique de Carpentras. Vue l'importance des sujets, les organisations syndicales ont décidé de les traiter comme des points distincts à l'ordre du jour :

- sur le protocole PCRP/PCE, la CGT a tenu à rappeler les conditions d'installation des deux services. Au 1 septembre, l'arrivée du PCRP n'était pas du tout préparée : pas d'applications informatiques, pas de matériels... Le PCE est réuni dans des bureaux en "Open Space" rendant difficile la concentration.

- le SAR (service d'appui au réseau) consiste à créer une cellule visant à soutenir les trésoreries dans la difficulté et les assistant par téléphone. Et oui, c'est la mise en place du télétravail à la DGFIP!!!! D'autant que leurs effectifs seront pris sur l'équipe de renfort : en clair on ne vous les envoie plus mais appelez les.

- Le calendrier et les modalités de la création du service de la publicité foncière et de l'enregistrement nous ont été exposés. La seule variable d'ajustement réside dans l'identité du futur chef de service. Les agents concernés apprécieront.

- sur l'évolution du protocole de caisse à Carpentras, la direction a déclaré vouloir revaloriser le métier de caissier. Comment? Par exemple en favorisant leur dossier sur liste d'aptitude s'ils remplissent les conditions de satisfaction. Devons-nous en déduire qu'avant, même s'ils remplissaient ces fameux critères, ils ne pouvaient y prétendre? Des groupes de travail « métier » vont être mis en place, sans la présence des syndicats malgré la proposition de la CGT.

- Sur les autres sujets ARS, le nouveau directeur semble moins frénétique que son prédécesseur. Ou est-ce la direction générale qui ne veut pas compliquer la mise en place du prélèvement à la source et qui freine sur les réformes? La fusion des caisses à Cavaillon se fera au dernier trimestre 2017. La création d'un pôle hospitalier départemental est toujours à l'étude, peut être pour 2018.

Ce CTL s'est conclu sur un certains nombres de questions diverses :

- le directeur s'est engagé à ne pas fermer la trésorerie de Mormoiron en 2017 et a précisé qu'il n'était pas dans ses priorités de fermer l'Isle sur la Sorgue.

- sur la question du ménage dans la cité, la direction a expliqué les mesures qu'elle avait prise vis à vis du prestataire. Si la situation n'évolue pas, la direction changera de prestataire au 01 janvier.

- un emploi PACTE est recruté sur le site de Cavaillon en spécialisation fiscalité et arrivera dans les services en novembre, pour faire quoi? La caisse pardi !

Pour finir, la CGT regrette l'attitude désinvolte, voire méprisante de certains participants coté direction, plus occupés à consulter leur smartphone qu'à participer aux débats.